

## L'urgence écologique est incontournable pour le mouvement communautaire, mais comment l'aborder?



Louis Favreau

Le 26 octobre dernier, à l'initiative conjointe de la CDC de Sherbrooke et du Comité estrien du Fonds Solidarité Sud, c'était au tour de l'Estrie de recevoir le sociologue **Louis Favreau**, dans le cadre de sa tournée de conférences sur l'avenir du mouvement communautaire et les défis qui le confrontent dans la prochaine décennie<sup>1</sup>. Les quelque 50 personnes présentes, provenant surtout d'organismes d'action communautaire autonome, mais aussi des mouvements coopératif et écologique, du Cegep et de l'Université ainsi que de services d'organisation communautaire de CLSC, ont aussi pu entendre en réaction à la thèse de Favreau les commentaires de trois panélistes (**Benoît Bourassa**, dg du P'tit Bonheur et ex-maire de St-Camille, **Guillaume Brien**, dg de la Fédé des coop. d'habitation, **Nicolas Gauthier**, agent de liaison à la CDC Brome-Missisquoi) issus des grands secteurs du mouvement communautaire.



De gauche à droite : Guillaume Brien, Camille Chénard, Nicolas Gauthier, Benoît Bourassa et Louis Favreau.

---

<sup>1</sup>Conférence reprenant les thèmes développés dans son nouveau livre « Mouvement communautaire et État social: le défi de la transition sociale-écologique », 2017, PUQ, et dont la version PDF est disponible sur le site de la CDC de Sherbrooke ([www.cdsherbrooke.ca](http://www.cdsherbrooke.ca))



De ces commentaires et des échanges animés par **Camille Chénard** qui ont suivi durant plus d'une heure entre tous les participants, on peut dégager le constat largement partagé que la lutte du mouvement communautaire doit intégrer l'écologie et la transition sociale écologique, les liens entre les 2 étant trop «forts» (santé et pauvreté). Cependant, pour le communautaire dit autonome, la pression du financement public et des ententes de services génère une sorte d'instrumentalisation de ses mandats et une perte d'autonomie, et la professionnalisation très présente dans les organisations reconnues par l'État risque de mener à des divisions entre secteurs et l'évacuation de la participation citoyenne. D'où une difficulté à prendre du recul par rapport à ses enjeux propres et à les situer dans des enjeux plus globaux, dont l'incontournable urgence écologique, qui n'est pas très présente dans les pratiques quotidiennes.

Intégrer cet enjeu ne veut cependant pas dire de l'ajouter en sus de sa mission propre, qui demeure sa raison d'être; plutôt aborder celle-ci et les services offerts sous un angle nouveau, comme un changement de paradigme menant à un renouvellement de la vision globale de changement social qu'a poursuivie le mouvement communautaire à ses moments forts. Il ne faut pas non plus l'intégrer comme stratégie isolée et centrée seulement sur le local, sur le «Small is beautiful». Il faut se mettre en alliance avec les mouvements coopératif et écologique de même que l'économie sociale, comme locomotive mobilisatrice permettant de recréer des liens et des lieux communs de rencontres dans les communautés et de s'interroger sur le «comment se raccrocher au citoyen» dans les pratiques du communautaire autonome.

À l'heure où les modèles réducteurs de la gestion traditionnelle ont pris beaucoup de place dans nos organisations, il faut se donner une vision globale et un plan stratégique qui permette de fédérer les initiatives locales, et aussi de surveiller et influencer des politiques publiques au plan national. Des coopératives ont fait ce renouvellement en se donnant une politique de développement durable, et en développant des projets novateurs comme le **Quartier des minimaisons** intégrant une approche d'habitation individuelle partageant des équipements et espaces collectifs, où on cherche à combiner développement solidaire et développement durable. À Saint-Camille, on a fait le choix d'une stratégie de revitalisation intégrant la culture, le numérique, le

partenariat avec la recherche et la formation universitaires dans la promotion d'un plan de relance démographique misant sur une vision d'agriculture urbaine.

En conclusion, pour que les organisations d'action communautaire autonome deviennent des architectes du **développement communautaire écologique**, il leur faut:

- A) se donner une **politique de développement durable intégrée**, amenant à porter des revendications nouvelles à ses mandats spécifiques;
- B) rechercher les pistes pour des **capacités de financement propre**, pour diminuer le poids des programmes de financement public;
- C) revenir à la **formation citoyenne** et aux notions d'économie, sociologie, science politique et action collective, bref, de l'éducation populaire! Donc, avoir un plan de formation citoyenne.

Il faut aussi rappeler que la patience est de mise: dans une vision globale et de long terme, les changements de paradigmes et de comportements prennent du temps à s'instaurer et il faut toujours travailler pour les maintenir. Il faut aussi être cohérent; il est bien de croire en quelque chose, mais il faut le mettre en action, dans des choix d'initiatives locales permettant d'allier politique, écologie et action sociale, de rechercher et reconnaître les actions porteuses et mobilisatrices, malgré les divergences entre les acteurs. La vision du **développement durable** telle que promue depuis le **Rapport Bruntland** (et reprise dans les principes directeurs de la **Loi québécoise sur le développement durable**) constitue la matrice de ce qui pourrait devenir un **projet de société mobilisateur**, qui prend appui sur le territoire local en favorisant une vision intégrée de développement et s'alimente à des stratégies de conscientisation misant sur l'éducation populaire.

La rencontre s'est terminée par un repas partagé pour près de la moitié des personnes présentes, et fut suivie de la rencontre annuelle du comité estrien du Fonds Solidarité Sud (FSS), où une douzaine de participant-e-s ont pu prendre connaissance d'actions de solidarité du mouvement communautaire québécois avec des communautés du Sud, à travers 6 projets supportés dans 5 pays par le FSS.

**Clément Mercier et Nancy Lévesque**

Merci à **Jean-François Roos**, organisateur communautaire au CIUSS-CHUS pour la prise de photos.

*N.B. Des notes plus détaillées reprenant les faits saillants des présentations de la conférence et du panel, de même que des échanges, sont également disponibles sur le site de la CDC de Sherbrooke.*